

## **COLLECTIF IMMIGRATION CHOISIE: LA HONTE !**

COMMUNIQUE

BASTIA, le 27 juin 2008

### **HALTE A LA POLITIQUE DU CHIFFRE, HUMANITE ET DIGNITE POUR LES SANS PAPIERS!**

Lors de notre rencontre le 03 juin 2008 avec Monsieur le Préfet de la Haute-Corse, le Collectif a noté avec intérêt quelques inflexions dans le discours du représentant de l'Etat concernant les critères de régularisation d'étrangers liés au travail. Il a notamment été question d'étudier les dossiers des personnes concernées en fonction des besoins économiques réels et non en référence l'arrêté interministériel qui énonçait une liste de huit métiers complètement inadaptés à cette réalité. Très prochainement, le Collectif soumettra au Préfet de Haute-Corse des situations précises de sans papiers.

Au sujet de l'accueil des étrangers à la préfecture de Bastia, nous demandons expressément que cessent les files d'attente aux portes de la préfecture tôt le matin. De toute évidence cet accueil nécessite une réorganisation qui lui permette de répondre aux exigences du service public.

Le Préfet a regretté le peu de publicité faite au dispositif national d'aide au retour. Ce travail lui incombe. Pour notre part, nous savons que ce dispositif déjà utilisé dans le passé ne fonctionne qu'à la marge. Une vie professionnelle, sociale, familiale n'est pas une marchandise qu'on achète et qu'on vend. Quand le Préfet annonce 167 reconduites à la frontière, il réfute le terme de quota mais utilise celui d'objectif chiffré. Dans ce chiffre, ne sont pas comptabilisés les familles de ces personnes, et tous ceux qui préfèrent partir plutôt que de vivre dans la crainte d'une arrestation et des suites judiciaires. Malheureusement, il ne s'agit pas de simples statistiques, mais d'individus.

Nous refusons que des êtres humains soient traités comme des marchandises. Il est choquant de les traiter trop souvent comme des délinquants. Nous affirmons que les travailleurs sans-papiers et leurs familles, qui vivent avec nous en Corse sont des citoyens à part entière de la société corse. Les travailleurs refoulés, qui parfois vivent en Corse depuis plusieurs années et y sont parfaitement intégrés, représentent une main d'oeuvre qui va cruellement manquer aux entreprises insulaires et au développement de l'économie corse. Ce sont ces mêmes personnes qui subissent aujourd'hui un véritable harcèlement policier. Il y a quelques jours, le Préfet déclarait publiquement qu'il n'y avait pas de chasse aux étrangers. Dans le même temps, le collectif était informé de l'interpellation d'une dizaine de personnes sur Corte au cours d'une même opération de police.

Il ne sert à rien de nier le problème mais il faut tenter de le résoudre.

A cet effet, le Collectif assure Monsieur le Préfet de sa volonté de poursuivre le dialogue.

Jean Pierre BATTESTINI  
06-09-09-95-79

Magali GOZZI  
06-85-82-99-64

**\*Organisations signataires :**

Association EUROMEDITERRANEA - ATTAC Bastia - CFDT Corsica - CGT Corse du Sud - CGT Haute Corse - Collectif Avà Basta - FO Corse du Sud - FO Haute Corse - FSU - Le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats d'Ajaccio - Ligue des Droits de l'Homme - Parti Communiste de Haute Corse - Parti Communiste de Corse du Sud - P.N.C - RESF - Syndicat des Travailleurs Corses (STC) - Syndicat Sud France 3 Corse - Union des Marocains de Corse du Sud - Union des Marocains de Haute Corse - Union Régionale des Foyers Ruraux - UNSA Corse